

Définition de la Transition en RBC

Version validé le 31/08/2021

1. Contexte pour la transition économique de la RBC

1.A. Contexte politique et institutionnel

La transition de l'économie s'inscrit dans un contexte politique et institutionnel international, et notamment :

- La lutte contre le réchauffement climatique à l'échelle mondiale dont les accords de Paris.
- Les 17 Objectifs de Développement Durable des Nations Unies¹.
- Le Pacte Vert pour l'Europe² (Green deal) lancé par la Commission européenne en décembre 2019 qui propose un « plan d'action destiné à promouvoir l'utilisation efficace des ressources en passant à une économie propre et circulaire; restaurer la biodiversité et réduire la pollution ».
- Les enjeux de réduction des inégalités et injustices sociales.
- La nécessité de résister et de s'adapter aux crises internationales telles que celle du COVID-19 par le développement d'une économie résiliente et plus locale.

Elle s'inscrit plus spécifiquement dans un contexte politique et institutionnel de la Région bruxelloise :

- La Déclaration Politique Régionale³ ;
- La stratégie Go4Brussels 2030⁴ ;
- Les objectifs environnementaux régionaux dont la neutralité carbone à l'horizon 2050 ;
- l'Ordonnance « Climat »⁵

Les spécificités de la Région bruxelloise nous encouragent à développer une nécessaire collaboration avec les deux autres Régions et les communautés, ainsi qu'avec l'international. Une réflexion systémique qui prend en compte simultanément les enjeux économiques, sociaux et environnementaux est également essentielle pour s'assurer que ces enjeux se renforcent mutuellement et pour bénéficier des leviers croisés.

¹ <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

² <https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-dealfr>

³ <http://www.parlement.brussels/texte-de-la-declaration-de-politique-generale-du-gouvernement-bruxellois/>

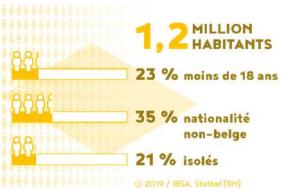
⁴ <https://go4.brussels/>

⁵ <http://weblex.irisnet.be/data/crb/doc/2020-21/141982/images.pdf>

1.B. Contexte chiffré de la RBC



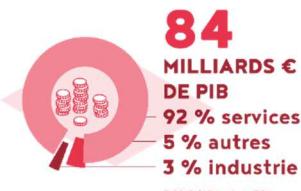
Bruxelles compte plus de 1,2 million d'habitants répartis sur 161 km². Cela en fait une **région densément peuplée**.



Plus de 250 000 personnes ont déménagé à Bruxelles au cours des 20 dernières années, ce qui représente une augmentation de 27 %. Cette croissance démographique s'est considérablement ralentie au cours des dernières années. D'ici 2040, on prévoit que Bruxelles comptera environ 50 000 habitants supplémentaires. Et en réalité, il y a encore plus de personnes vivant à Bruxelles, car les candidats réfugiés, le personnel diplomatique, les étudiants (répartis dans 3 universités et plusieurs hautes écoles ...) et les personnes sans résidence légale ne sont pas comptabilisés dans ces chiffres. Bruxelles est une des villes les plus cosmopolites et multiculturelles au monde (et avec 180 nationalités et 35% de citoyens non-belges).



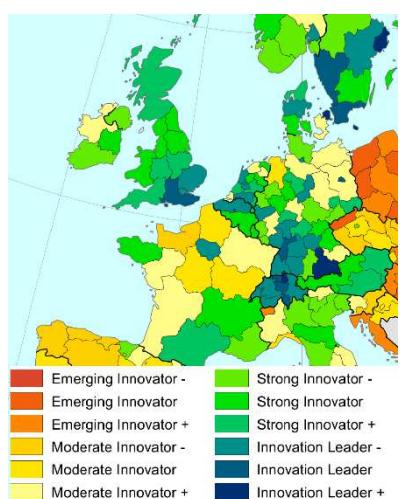
Bruxelles est le **plus grand centre économique** de la Belgique. Elle produit 18% de la richesse de la Belgique, tout en n'abritant que 11% de la population.



La présence de **nombreuses institutions** bruxelloises, belges, européennes et internationales lie Bruxelles au monde et fournit de nombreux emplois. Derrière la dominance apparente des grandes administrations se cache toutefois une énorme diversité d'entreprises, principalement des PME.



110.000 entrepreneurs bruxellois sont actuellement actifs dans l'économie des services (92%). Les secteurs qui contribuent le plus à la création de richesse économique sont le secteur financier (19%) et les pouvoirs publics (13%). Le secteur secondaire industriel représente 7,6% des emplois. Les entreprises bruxelloises comptent 36 000 unités d'établissement.



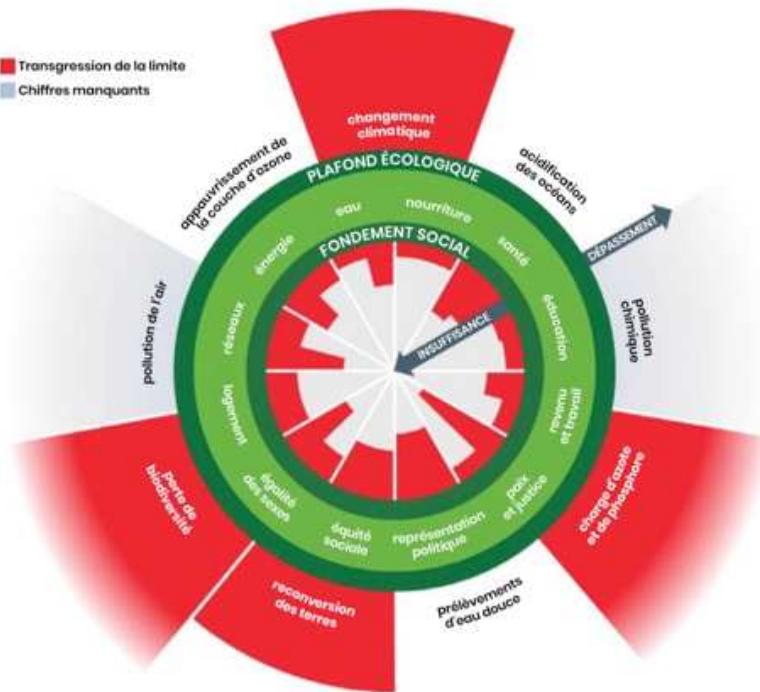
Par ailleurs, la Région de Bruxelles-Capitale figure parmi les leaders régionaux de l'innovation en Europe. Dans le Tableau de bord Régional de l'Innovation (TRI), elle est classée 14ème parmi les 240 régions des 22 pays de l'UE. La Région bruxelloise est clairement l'épicentre de l'innovation en Belgique et joue un rôle clé en stimulant la fertilisation croisée avec les différentes parties prenantes de notre écosystème d'innovation et de recherche. Elle peut en outre s'appuyer sur un vaste réseau de centres de recherche, d'entreprises et d'universités avec un nombre important de chercheurs à temps plein et de doctorants. Rappelons que Bruxelles est la plus grande ville étudiante de Belgique qui recense 116 000 étudiants de l'enseignement supérieur.

Avec le projet Brussels Donut, un portrait régional⁶ a été réalisé en co-construction avec des organisations non-gouvernementales, des scientifiques et des administrations bruxelloises. Plus qu'un simple reflet de la réalité, les indicateurs sur les quatre lunettes du Donut montrent aussi un horizon à atteindre, qui peuvent enrichir et compléter les chiffres ci-dessus.

⁶ https://donut.brussels/wp-content/uploads/2021/05/Cahier1_FR.pdf

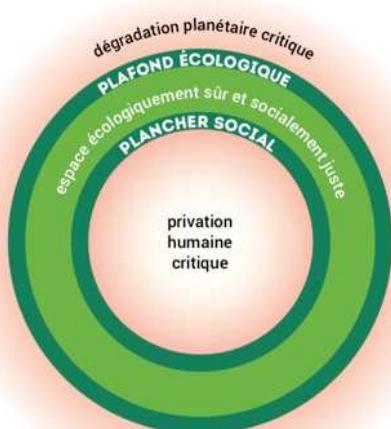
2. Cadre conceptuel pour la transition économique de la RBC

La transition économique de la RBC s'inscrit conceptuellement dans la démarche de Kate Raworth, économiste à l'origine de la théorie du Donut. Son travail a permis de mettre en avant les limites et les dangers pour les générations présentes et à venir d'une économie qui d'une part, dépasse les capacités de régénération de notre environnement sans qu'elle ne soit en mesure de satisfaire complètement les besoins sociaux d'autre part.

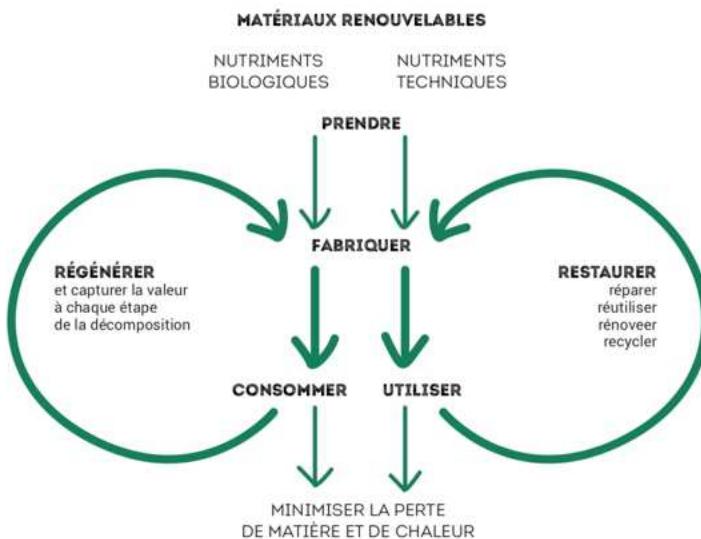


La démarche du Donut propose que l'économie puisse être remodelée selon des principes qui assureront plus efficacement et plus intrinsèquement qu'elle évolue à l'intérieur du Donut. Ces principes sont la régénérativité et la distributivité, et ils devraient par conséquent être inscrits à dessein (« by design ») dans le fonctionnement même de nos économies.

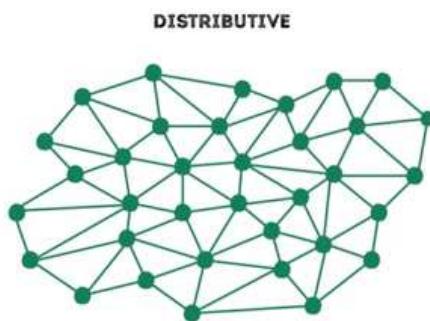
Le Donut est la représentation imagée des limites locales et globales que nous devons aujourd'hui respecter tant sur le plan social qu'écologique. Ces limites forment un plancher social et un plafond écologique, entre lesquelles se dessine l'espace de viabilité de nos sociétés, celui d'économies socialement justes et écologiquement sûres. Le défi de la transition économique est de revenir dans cet espace pour assurer une prospérité équilibrée intégrant les enjeux sociétaux.



Une économie régénérative s'inscrit dans les cycles naturelles de la planète de façon à permettre le maintien et la régénération du capital naturel tout en assurant un développement économique, social et culturel harmonieux. Elle vise à construire des écosystèmes humains et naturels intégrés, interconnectés et équilibrés qui s'appuient l'un sur l'autre pour évoluer d'une manière qui génère des avantages mutuels et une meilleure résilience. L'économie régénérative précède de nombreux principes tels que la localité, la fonctionnalité, le biomimétisme (s'inspirer du vivant pour innover durablement), la collaboration ou encore la circularité qui vise à maintenir la valeur des matériaux biologiques et manufacturés à travers les cycles de production (voir schéma ci-dessous).



Une économie distributive ensuite, dans laquelle on ne se contente pas de redistribuer les revenus a posteriori, mais dans laquelle non seulement les revenus, mais aussi la richesse, le pouvoir et le temps sont d'emblée distribués entre les acteur·rice·s. Cette distribution doit s'entendre au sens des réseaux, composés d'une diversité d'acteur·rice·s, ce qui rendrait nos économies bien plus résilientes face aux différents chocs (et crises) systémiques.



3. Définition résumée de la Transition économique en RBC

La Transition économique de la Région de Bruxelles-Capitale peut se définir comme « *la transformation progressive des activités économiques bruxelloises dans la perspective de contribuer aux défis sociaux et environnementaux locaux et globaux. A travers cette transformation, la démarche appelle à retravailler voire à réinventer les représentations collectives et les soutiens économiques (accompagnements, financements, hébergements, commandes publics etc.) afin de la ré-ancrer territorialement et lui donner un sens*

OBJECTIFS

Cette transition ou transformation progressive de l'économie, vise plusieurs objectifs :

1. **Créer des nouvelles opportunités économiques** pour les entrepreneurs bruxellois et assurer la prospérité de la Région.
2. **Préserver le capital naturel, localement et globalement.** Cela implique de co-construire une économie qui soit progressivement plus sobre dans l'utilisation des ressources naturelles, devienne circulaire, et décarbonnée afin de répondre aux défis climatiques globaux. Ultimement, elle deviendra régénérative.
3. **Préserver le capital humain**, en favorisant une distribution juste et équitable des gains économiques, l'inclusion et la gouvernance participative et démocratique en entreprise.
4. **Répondre aux fonctions vitales du territoire et aux besoins des bruxellois.es** en développant une économie locale, à l'autonomie renforcée tout en restant ouverte sur l'extérieur.

MOYENS

Pour atteindre ces objectifs, la transition sera...

1. **Economique**, notamment par les leviers des instruments économiques dont les pouvoirs publics disposent et de leur achats.
2. **Systémique**, en ce sens qu'elle veillera à faire participer un maximum d'agents économiques, incluant collectivités et citoyens, par des processus de sensibilisation, d'accompagnement, de co-construction et d'évaluation.
3. **Innovante** avec des innovations orientées vers les besoins de la ville et une digitalisation sobre et raisonnée

4. Définition complète de la Transition économique en RBC

Les objectifs de la transition relèvent d'une mise en mouvement de l'ensemble de la société, et notamment les instruments économiques de la Région, qui s'inscrit dans le long terme. Ils impliquent de tenir compte du point de départ et des besoins des agents économiques pour définir des jalons proposant une **progressivité** suffisamment souple pour que chacun puisse rejoindre la démarche selon son propre rythme.

La transition économique vise donc plusieurs objectifs repris en détail ci-dessous.

- 1. Créer des nouvelles opportunités économiques pour les entrepreneurs bruxellois et assurer la prospérité de la Région.**
 - 1.1. Accompagner la montée en puissance des modèles économiques exemplaires sur le plan social et environnemental et permettre leur appropriation par les entrepreneurs bruxellois.

- 1.2. Renforcer les liens entre la RD&I et l'écosystème économique afin de soutenir davantage les acteurs innovants actifs dans la transition économique.
- 1.3. Réorienter, renforcer et accroître la demande bruxelloise pour garantir des parts de marchés aux entreprises à impact.
- 1.4. Accélérer et faciliter la transition des entrepreneurs bruxellois, en réorientant les outils économiques d'accompagnement, d'hébergements et de financement au bénéfice des entreprises exemplaires sur le plan social et environnemental.

2. Préserver le capital naturel, localement et globalement, implique :

- 1.1. Une économie innovante qui **participe aux défis climatiques globaux** :
 - Réduire au minimum de 40% les émissions directes de gaz à effet de serre entre 2005 et 2030 et intégrer un cadre de réduction des émissions indirectes pour atteindre, à l'horizon 2050, une neutralité carbone tant pour les émissions directes qu'indirectes.
 - Adapter le territoire aux changements climatiques (sécheresse, canicule, tempête et pluies intenses, ...).
- 1.2. Une économie **sobre en ressources et circulaire**, qui sous-tend :
 - La création de valeur ajoutée à partir de déchets-ressources locaux.
 - La production locale afin de favoriser la résilience de la Région et internaliser les externalités négatives.
 - L'utilisation et l'importation raisonnées et durables de matériaux, d'énergie, de biens et d'équipements.
 - La maximisation de l'efficacité de l'usage des ressources à travers l'éco-conception.
 - La fourniture d'un service plutôt qu'une propriété à travers l'économie de la fonctionnalité.
- 1.3. Une **économie régénérative**, dont les acteurs développent et pérennissent des écosystèmes humains et naturels intégrés, interconnectés et équilibrés qui répondent aux besoins fondamentaux de la société, dans le respect de l'intégrité de la nature. A cette fin, ils partagent, assument et gèrent une responsabilité environnementale et sociale à tous les maillons de la chaîne de valeur de façon à créer des systèmes de fonctionnement compatibles avec les cycles naturels.

3. Préserver le capital humain, en favorisant une distribution juste et équitable des gains économiques, l'inclusion et la gouvernance participative et démocratique, implique une économie sociale, inclusive et démocratique dont la mise en œuvre se caractérise par plusieurs dimensions à l'échelle locale et internationale:

- Un soutien renforcé au modèle coopératif.
- Une juste rémunération du travail, créatrice d'emplois de qualités et durables et qui inclut les services rendus à la collectivité.
- Une inclusion des travailleuses-eurs, sans discrimination, avec une attention pour les plus fragilisés ou isolés et une équité salariale.
- La poursuite d'une finalité sociétale.
- Un juste partage des profits au sein des structures et une collaboration sur un même pieds d'égalité entre petits et grands acteurs économiques, notamment via le commerce équitable.
- La compréhension des enjeux de transition par l'ensemble des citoyen-ne-s, quel que soit leur contexte socio-économique, culturel ou linguistique.
- L'exercice d'une gouvernance participative et démocratique, favorable à une plus grande résilience des entreprises.

4. Répondre aux fonctions vitales du territoire et aux besoins des bruxellois.es implique une **économie locale, résiliente et ouverte vers l'extérieur** :

- Une offre commerciale et de service qui réponde localement aux fonctions vitales du territoire et des besoins fondamentaux des citoyens et utilisateurs/consommateurs, qui rende la région résiliente, notamment à travers :
 - Un meilleur maillage territorial pour répondre tant aux besoins des citoyens que des entreprises et réduire les inégalités au sein et entre quartiers.
 - Une relocalisation encourageant une production locale plus importante de biens et d'équipements nécessaire pour réduire les importations carbonées.

- Une accessibilité économique et culturelle à la consommation durable pour la majorité des citoyens
- Une finance éthique et accessible contribuant aux objectifs de la transition.
- l'économie des communs et l'inclusion des collectivités comme acteur économique privilégié.
- la mise en place d'indicateurs alternatifs au PIB
- Une économie ouverte sur le monde qui met en avant l'expertise des entreprises bruxelloises et l'exportation de services et de connaissances permettant d'essaimer l'économie à impact vers d'autres territoires.

Parmi les moyens, **la digitalisation soutient la transition** tout en veillant à ses externalités. Pour cela, les secteurs privés et publics :

- Construisent un écosystème performant permettant l'éclosion et le développement d'activités économiques innovantes, créatrices d'emploi non délocalisables répondant aux enjeux de la transition économique ;
- Accompagnent la recherche afin de développer des solutions digitales de plus en plus sobres
- Veillent à ce que la digitalisation favorise l'inclusion et les collaborations (trans⁷-)locale (gouvernance et impact sur la structure et l'organisation des flux et le partage de valeur et de connaissances) notamment avec d'autres territoires et communautés, incluant l'ensemble de la population
- Stimulent le développement de nouveaux outils permettant de mesurer et évaluer les externalités positives et négatives de la digitalisation. Ceci dans le but d'adopter une position mesurée et remarquée. A noter que ces initiatives peuvent aussi favoriser l'internationalisation de nouveaux services permettant de mesurer la progression des autres territoires dans l'atteinte de leurs objectifs liés à la transition économique.

⁷ La dimension collaborative trans-locale permet de favoriser le développement de projets localisés à plusieurs endroits (et donc un rayonnement international), tout en favorisant une mutualisation des connaissances et des coûts pour des ressources immatérielles telles que les plateformes digitales (ex : la plateforme logistique de Coopcycle codéveloppée par plusieurs coopératives de cargo-bikes dont Molenbike).

Definitie van de transitie in het BHG

Versie gevalideerd op 31/8/2021

1. Context voor de economische transitie van het BHG

1.A. Politieke en institutionele context

De transitie van de economie vindt plaats in een internationale politieke en institutionele context, waaronder:

- De strijd tegen de opwarming van de aarde op wereldwijde schaal, waaronder de akkoorden van Parijs.
- De 17 Duurzame Ontwikkelingsdoelstellingen van de Verenigde Naties⁸.
- De in december 2019 door de Europese Commissie gelanceerde Green Deal voor Europa⁹, dat een actieplan voorstelt om "een efficiënt gebruik van hulpbronnen te bevorderen door om te schakelen naar een schone en circulaire economie, de biodiversiteit te herstellen en vervuiling te verminderen".
- De uitdagingen van het terugdringen van sociale ongelijkheid en onrechtvaardigheid.
- De noodzaak om weerstand te bieden aan en zich aan te passen aan internationale crises zoals COVID-19 door de ontwikkeling van een veerkrachtige en meer lokale economie.

Meer bepaald situeert de transitie zich in de politieke en institutionele context van het Brussels Gewest:

- De Gewestelijke beleidsverklaring¹⁰;
- De Go4Brussels 2030-strategie¹¹;
- De gewestelijke milieudoelstellingen, waaronder koolstofneutraliteit tegen 2050;
- De Klimaatordonnantie¹²

De specifieke kenmerken van het Brussels Gewest moedigen ons aan om een noodzakelijke samenwerking met de twee andere Gewesten en de gemeenschappen, alsook op internationaal niveau te ontwikkelen. Systemisch denken, waarbij tegelijkertijd rekening wordt gehouden met economische, sociale en milieuvraagstukken, is ook van essentieel belang om ervoor te zorgen dat deze vraagstukken elkaar versterken en om te profiteren van dwarsverbanden.

⁸ <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

⁹ <https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/european-green-dealfr>

¹⁰ <http://www.parlement.brussels/de-algemene-beleidsverklaring-van-de-brusselse-regering/?lang=nl>

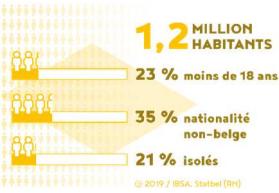
¹¹ <https://go4.brussels/>

¹² <http://weblex.irisnet.be/data/crb/doc/2020-21/141982/images.pdf>

1.B. De context van het BHG in cijfers



Brussel telt meer dan 1,2 miljoen inwoners, verspreid over 161 km². Dit is dus een **dichtbevolkte regio**.



In de afgelopen 20 jaar zijn meer dan 250.000 mensen naar Brussel verhuisd, een stijging met 27%. In de laatste jaren is deze bevolkingsgroei aanzienlijk vertraagd. Tegen 2040 zal Brussel naar verwachting ongeveer 50.000 extra inwoners tellen. En in werkelijkheid wonen er nog meer mensen in Brussel, want kandidaat-vluchtelingen, diplomatiek personeel, studenten (verspreid over 3 universiteiten en meerdere hogescholen) en mensen zonder wettige verblijfplaats worden niet meegerekend in deze cijfers. Brussel is een van de meest kosmopolitische en multiculturele steden ter wereld (met 180 nationaliteiten en 35% niet-Belgische burgers).



Brussel is het **grootste economische centrum** van België. Het produceert 18% van de rijkdom van België, maar er woont slechts 11% van de bevolking.

De aanwezigheid van **talrijke Brusselse, Belgische, Europese en internationale instellingen** verbindt Brussel met de wereld en zorgt voor veel werkgelegenheid. Achter de oogenschijnlijke dominantie van grote administraties gaat echter een enorme diversiteit aan bedrijven schuil, voornamelijk kmo's.



110.000 Brusselse ondernemers zijn momenteel actief in de diensteneconomie (92%). De sectoren die het meest bijdragen tot de economische welvaart zijn de financiële sector (19%) en de overheid (13%). De secundaire industriesector vertegenwoordigt 7,6% van de werkgelegenheid. Er zijn 36.000 vestigingseenheden van bedrijven in Brussel.



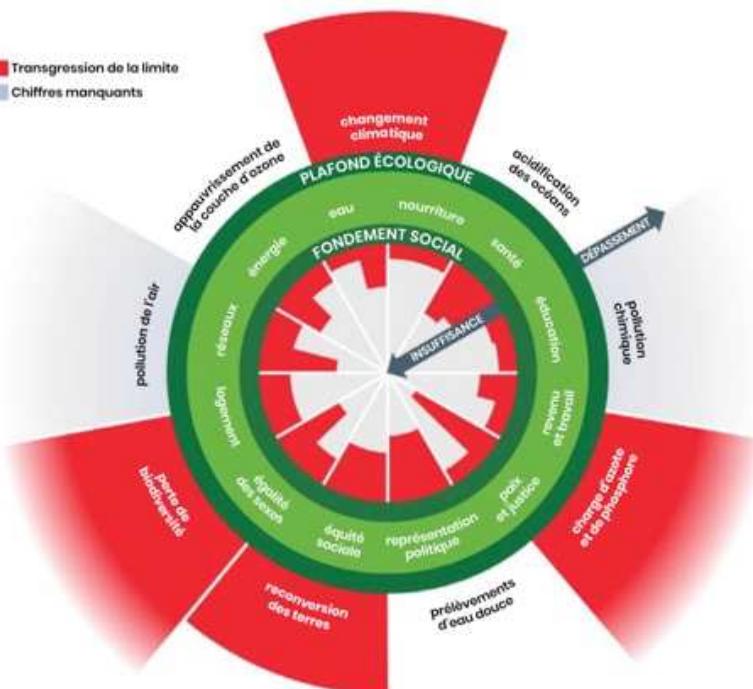
Bovendien is het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een van de regionale leiders op het gebied van innovatie in Europa. Op het Regionaal Innovatie Scorebord (RIS) staat het op de 14e plaats van de 240 regio's in 22 EU-landen. Het Brussels Gewest is duidelijk het epicentrum van innovatie in België. Het speelt een sleutelrol in het stimuleren van de kruisbestuiving tussen de verschillende stakeholders in ons innovatie- en onderzoeksecosysteem. Bovendien kan het steunen op een uitgebreid netwerk van onderzoekscentra, bedrijven en universiteiten met een groot aantal voltijdse onderzoekers en promovendi. Brussel is de grootste studentenstad van België, met 116.000 studenten in het hoger onderwijs.

Met het project Brussels Donut werd een regionaal portret¹³ gecreëerd in co-constructie met niet-gouvernementele organisaties, wetenschappers en Brusselse administraties. Meer dan een eenvoudige afspiegeling van de werkelijkheid geven de indicatoren op de vier lenzen van de Donut een te bereiken horizon weer, die de bovenstaande cijfers kan verrijken en aanvullen.

¹³ https://donut.brussels/wp-content/uploads/2021/05/Document1_NL-1.pdf

2. Conceptueel kader voor de economische transitie van het BHG

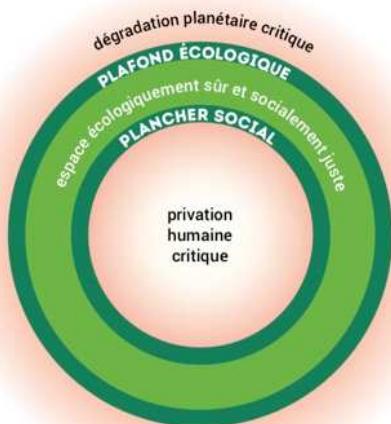
De economische transitie van het BHG is conceptueel in overeenstemming met de aanpak van Kate Raworth, de econoom achter de donuttheorie. Haar werk heeft de grenzen en gevaren voor de huidige en toekomstige generaties aan het licht gebracht van een economie die enerzijds het regeneratievermogen van ons milieu overschrijdt zonder anderzijds in staat te zijn volledig in de sociale behoeften te voorzien.



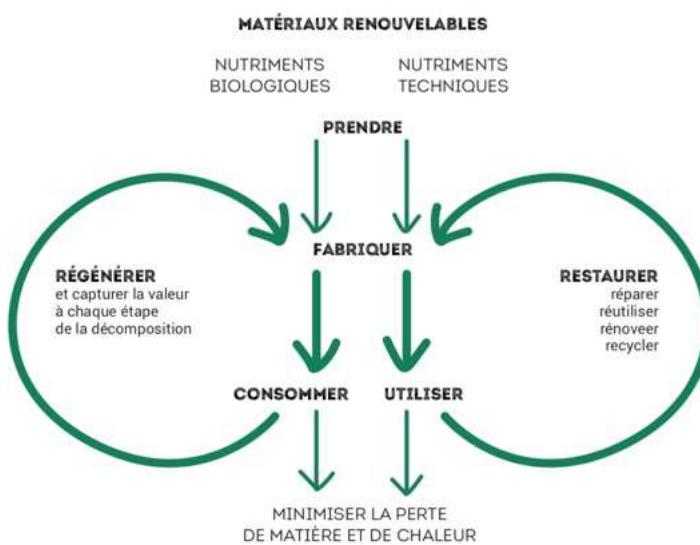
De donutbenadering stelt voor dat de economie kan worden gereorganiseerd volgens principes die er doeltreffender en intrinsieker voor zorgen dat ze binnen de donut blijft. Die principes zijn regenerativiteit en distributiviteit en zouden van meet af aan (by design) moeten worden verankerd in de werking van onze economieën.



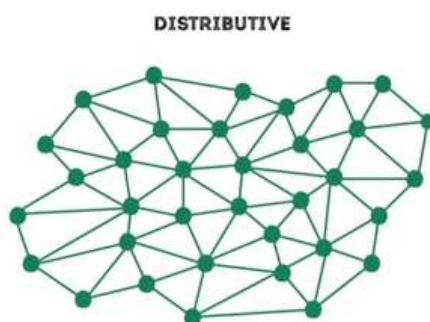
De donut is een visuele voorstelling van de lokale en globale grenzen die wij vandaag moeten respecteren, zowel op sociaal als op ecologisch vlak. Deze grenzen vormen een sociale bodem en een ecologisch plafond, waartussen de ruimte van levensvatbaarheid van onze samenlevingen als sociaal rechtvaardige en ecologisch veilige economieën wordt afgetekend. De uitdaging van de economische transitie is terug te keren tot binnen deze grenzen om te zorgen voor een evenwichtige welvaart waarin maatschappelijke vraagstukken worden geïntegreerd.



Een regeneratieve economie maakt deel uit van de natuurlijke cycli van de planeet, zodat het behoud en de regeneratie van natuurlijk kapitaal mogelijk wordt gemaakt en tegelijk een harmonieuze economische, sociale en culturele ontwikkeling wordt gewaarborgd. Ze is gericht op de totstandbrenging van geïntegreerde, onderling verbonden en evenwichtige menselijke en natuurlijke ecosystemen die elkaar onderling ondersteunen om zich te ontwikkelen op een manier die wederzijdse voordelen en een groter weerstandsvermogen oplevert. De regeneratieve economie komt voort uit principes zoals lokaliteit, functionaliteit, biomimetica (inspiratie putten uit levende wezens om duurzaam te innoveren) en samenwerking, en ook op circulariteit, die erop gericht is de waarde van biologische en gefabriceerde materialen gedurende de hele productiecyclus te behouden (zie onderstaand schema).



Vervolgens is er de distributieve economie, die niet beperkt blijft tot het achteraf herverdelen van inkomsten, maar waarbij naast de inkomsten ook de rijkdom, de macht en de tijd van meet af aan worden verdeeld onder de actoren. Die verdeling moet worden begrepen in de zin van netwerken, samengesteld uit een verscheidenheid aan actoren. Dat zou onze economieën al heel wat veerkrachtiger maken ten opzichte van de diverse systeemschokken (en -crises).



3. Beknopte definitie van de economische transitie in het BHG

De economische transitie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan worden omschreven als "**de geleidelijke transformatie van de Brusselse economische activiteiten om bij te dragen tot het aangaan van de lokale en mondiale sociale en milieu-uitdagingen. Via deze transformatie vraagt de aanpak erom de collectieve voorstellingen en economische steunmaatregelen (begeleiding, financiering, huisvesting, overheidsbestellingen enz.) te herbekijken of zelfs volledig opnieuw uit te werken om deze opnieuw territoriaal te verankeren en zin te geven".**

DOELSTELLINGEN

Deze geleidelijke transitie of transformatie van de economie heeft verschillende doelstellingen:

1. **Nieuwe economische kansen creëren** voor Brusselse ondernemers en de welvaart van het Gewest verzekeren.
2. **Behoud van natuurlijk kapitaal, lokaal en mondiaal.** Dit impliceert de gezamenlijke opbouw van een economie die geleidelijk soberder met natuurlijke hulpbronnen omspringt, circulair wordt en koolstofarm is om de mondiale klimaatproblemen aan te pakken. Uiteindelijk zal ze regeneratief worden.
3. **Behoud van menselijk kapitaal**, bevordering van een eerlijke en billijke verdeling van economische voordelen, inclusie en participatief en democratisch ondernemingsbestuur.
4. **Inspelen op de vitale functies van het grondgebied en de behoeften van de Brusselaars** door een lokale economie te ontwikkelen, met een grotere autonomie en een open positie naar de buitenwereld toe.

MIDDELEN

Om deze doelstellingen te bereiken, is de transitie ...

1. **Economisch**, met name via de hefboomwerking van de economische instrumenten waarover de overheid beschikt en de aankoop ervan.
2. **Systemisch**, in die zin dat wordt gezorgd voor de deelname van een zo groot mogelijk aantal economische actoren, met inbegrip van lokale autoriteiten en burgers, door middel van bewustmakings-, ondersteunings-, coconstructie- en evaluatieprocessen.
3. **Innovatief**, met innovaties die zijn afgestemd op de behoeften van de stad en een sobere en rationele digitalisering.

4. Volledige definitie van de economische transitie in het BHG

De doelstellingen van de transitie houden in dat de samenleving in haar geheel, met inbegrip van de economische instrumenten van het Gewest, op lange termijn in beweging wordt gebracht. Zij impliceren dat rekening wordt gehouden met het uitgangspunt en de behoeften van de economische actoren om **stapsgewijze** mijlpalen vast te leggen die voldoende flexibel zijn zodat iedereen in zijn eigen tempo aan het proces kan deelnemen.

De economische transitie heeft derhalve verschillende doelstellingen, die hieronder nader worden toegelicht.

1. Nieuwe economische kansen creëren voor Brusselse ondernemers en de welvaart van het Gewest verzekeren.

- 1.1. De opkomst van sociaal en ecologisch voorbeeldige bedrijfsmodellen begeleiden en ervoor zorgen dat Brusselse ondernemers zich die eigen kunnen maken.

- 1.2. De banden tussen O&O&I en het economisch ecosysteem aanhalen om innovatieve actoren die actief zijn in de economische transitie sterker te ondersteunen.
- 1.3. De vraag in Brussel heroriënteren, versterken en doen toenemen om het marktaandeel voor impactbedrijven veilig te stellen.
- 1.4. De transitie van Brusselse ondernemers versnellen en vergemakkelijken door de economische instrumenten voor steun, huisvesting en financiering te heroriënteren ten voordele van sociaal en ecologisch voorbeeldige ondernemingen.

2. Behoud van natuurlijk kapitaal, lokaal en mondial, houdt het volgende in:

- 1.1. Een innovatieve economie die **deelneemt aan de mondiale klimaatuitdagingen**:
 - De directe broeikasgasemissies tussen 2005 en 2030 met ten minste 40% verminderen en een kader voor de vermindering van de indirecte emissies opnemen om tegen 2050 koolstofneutraliteit te bereiken voor zowel directe als indirecte emissies.
 - Het grondgebied aanpassen aan de klimaatverandering (droogte, hittegolven, stormen en hevige regenval enz.)
- 1.2. Een **circulaire economie die efficiënt met hulpbronnen omspringt**, die een grondslag vormt voor:
 - Het creëren van toegevoegde waarde uit lokale afvalstoffen-hulpbronnen.
 - Lokale productie om de veerkracht van de regio te bevorderen en negatieve externe effecten te internaliseren.
 - Duurzaam gebruik en invoer van materialen, energie, goederen en uitrusting.
 - Maximalisering van het efficiënt gebruik van hulpbronnen door ecologisch ontwerp.
 - Het verlenen van een dienst in plaats van het leveren van een eigendom via de functionaliteitseconomie.
- 1.3. Een **regeneratieve economie**, waarvan de actoren geïntegreerde, onderling verbonden en evenwichtige menselijke en natuurlijke ecosystemen ontwikkelen en in stand houden die voorzien in de basisbehoeften van de samenleving en tegelijk de integriteit van de natuur respecteren. Daartoe delen, erkennen en beheren zij de ecologische en sociale verantwoordelijkheid in alle schakels van de waardeketen, zodat werkingssystemen ontstaan die verenigbaar zijn met de natuurlijke cycli.

3. Het behoud van het menselijk kapitaal, de bevordering van een eerlijke en billijke verdeling van de economische voordelen, inclusie en participatief en democratisch bestuur impliceert een sociale, inclusieve en democratische economie, waarvan de uitvoering wordt gekenmerkt door verschillende dimensies op lokaal en internationaal niveau:

- Sterkere steun voor het coöperatieve model.
- Een billijke beloning voor werk die kwaliteitsvolle en duurzame banen schept en aan de gemeenschap verleende diensten omvat.
- Inclusie van werknemers, zonder discriminatie, met aandacht voor de meest kwetsbare of geïsoleerde personen, en gelijke beloning.
- Het nastreven van een maatschappelijk doel.
- Een eerlijke verdeling van de winst binnen de structuren en een samenwerking op voet van gelijkheid tussen kleine en grote economische actoren, met name via eerlijke handel.
- Begrip van de transitieproblematiek voor alle burgers, ongeacht hun sociaal-economische, culturele of taalachtergrond.
- De uitoefening van een participatief en democratisch bestuur, dat bevorderlijk is voor een grotere veerkracht van de bedrijven.

4. Inspelen op de vitale functies van het grondgebied en de behoeften van de Brusselaars impliceert een **lokaal, veerkrachtige economie met een open positie naar de buitenwereld toe**:

- Een commercieel en dienstenaanbod dat lokaal beantwoordt aan de vitale functies van het grondgebied en aan de basisbehoeften van de burgers en de gebruikers/consumenten, en dat de regio veerkrachtig maakt, met name via:
 - Een beter territoriaal netwerk om tegemoet te komen aan de behoeften van zowel burgers als bedrijven en om ongelijkheden binnen en tussen wijken te verminderen.

- Herlokalisering van de productie om meer lokale productie te stimuleren van goederen en uitrusting die nodig zijn om koolstofimport te verminderen.
- Economische en culturele toegankelijkheid van duurzame consumptie voor de meerderheid van de burgers.
- Ethische en toegankelijke financiering die bijdraagt tot de doelstellingen van de transitie.
- De gemeenschappelijke economie en de opneming van gemeenschappen als bevoordeerde economische actoren.
- De invoering van indicatoren als alternatieven voor het BBP.
- Een economie die openstaat naar de wereld en die de expertise van de Brusselse bedrijven en de export van diensten en kennis in de verf zet, zodat de impacteconomie zich kan verspreiden naar andere gebieden.

Een van de middelen is **de digitalisering**, die **de transitie ondersteunt** en tegelijk waakt over de externe effecten ervan. Daartoe moeten de particuliere en de overheidssector:

- Een efficiënt ecosysteem opbouwen dat het ontstaan en de ontwikkeling van innoverende economische activiteiten mogelijk maakt, waardoor banen worden gecreëerd die niet kunnen worden verplaatst en die beantwoorden aan de uitdagingen van de economische transitie;
- Onderzoek ondersteunen om digitale oplossingen te ontwikkelen die steeds minder energie verbruiken;
- Ervoor zorgen dat de digitalisering inclusie en (trans¹⁴-)lokale samenwerkingsverbanden bevordert (governance en gevolgen voor de structuur en organisatie van stromen en het delen van waarde en kennis), vooral met andere gebieden en gemeenschappen, met inbegrip van de gehele bevolking;
- De ontwikkeling stimuleren van nieuwe instrumenten om de positieve en negatieve externe effecten van digitalisering te meten en te evalueren. Dit wordt gedaan met het doel een afgemeten standpunt in te nemen dat wordt opgemerkt. Er zij op gewezen dat deze initiatieven ook de internationalisering van nieuwe diensten kunnen bevorderen, waardoor de vooruitgang van andere gebieden bij de verwezenlijking van hun doelstellingen in verband met de economische transitie kan worden gemeten.

¹⁴ De translokale samenwerkingsdimensie maakt de ontwikkeling mogelijk van projecten die zich op verschillende plaatsen bevinden (en dus een internationale invloed hebben), en bevordert de bundeling van kennis en kosten voor immateriële middelen zoals digitale platforms (bv. het logistieke platform Coopcycle, dat mede is ontwikkeld door verschillende cargobikecoöperatieën, waaronder Molenbike).